

nement lieu que le gouvernement étudie cette situation, institue une enquête s'il le faut, pour savoir de quelle façon on peut expliquer un écart aussi considérable.

Monsieur le président, il est admis que l'industrie laitière est la plus considérable de nos cultivateurs québécois. Le président de l'Association des industriels laitiers du Québec réside dans le comté de Lotbinière; c'est le préfet du comté, M. Georges-Henri Vermette. Les cultivateurs de Lotbinière, comme l'usine Vermette, font des affaires, d'une façon fréquente et soutenue, avec la Coopérative de Granby, encore une autre institution qui nous fait honneur, puisqu'elle usine jusqu'à 33 p. 100 de tous les produits laitiers du Canada; du reste, elle fabrique environ 40 millions de livres de fromage, soit le tiers de la production totale au Canada. C'est dire que, dans la province de Québec, l'industrie laitière est ni plus ni moins la pierre d'assise de l'agriculture.

Monsieur le président, je suis informé que le président de l'Association des industriels laitiers du Québec, M. Vermette, a adressé une demande au ministère de l'Agriculture. Je profite de l'occasion pour l'appuyer et lui donner un écho aussi sonore que possible.

Étant donné que la moitié du revenu des cultivateurs de la province de Québec provient de l'industrie laitière, il me semble que M. Vermette était justifié de demander au ministère de l'Agriculture que l'on ait, à la division de l'industrie laitière du ministère, un personnel bilingue plus nombreux. C'est sans mesquinerie, sans petitesse ni étroitesse d'esprit que je formule cette revendication. Le directeur de la division de l'industrie laitière n'est pas bilingue et c'est mon devoir de soumettre à l'honorable ministre cette impérieuse exigence: il faut donner à la division de l'industrie laitière un directeur-adjoint qui soit bilingue. C'est dans ces termes que je désirais formuler cette demande, eu égard au fait que l'industrie laitière joue un rôle prépondérant dans la province de Québec, et partant pour les cultivateurs de cette province.

Monsieur le président, je soulignais tout à l'heure qu'une grande partie des fermes de Lotbinière ont un revenu annuel brut inférieur à \$2,500; en effet, 60 p. 100 des fermes de la province de Québec ont un revenu annuel net inférieur à \$2,500. C'est dire que l'agriculture a besoin d'être restaurée et ré-orientée, et afin de permettre aux agriculteurs de notre province d'avoir un contact immédiat avec les autorités du ministère de l'Agriculture, nous devons intensifier notre campagne pour le bilinguisme afin de permettre aux cultivateurs de la province de Québec d'être compris, de se sentir chez eux lorsqu'ils ont à consulter les autorités du ministère de l'Agriculture.

Je ne voudrais pas prolonger indéfiniment mes remarques. Je tenais à exposer ces quelques problèmes qui touchent de si près la population que je suis appelé à représenter ici.

Monsieur le président, il y a une situation un peu brûlante dans la province de Québec; il s'agit ni plus ni moins d'une tourmente idéologique dans laquelle notre population se débat. J'entendais hier l'honorable député de Port-Arthur (M. Fisher) poser une question au très honorable premier ministre (M. Pearson) et expliciter en des termes fulgurants la situation un peu dramatique que nous connaissons.

En effet, plusieurs personnalités tentent d'orienter la politique de notre pays d'une façon que nous ne pouvons pas admettre. Qui nous dit que ceux qui se font les promoteurs d'une idéologie qui voudrait déchirer le Canada ne se serviront pas, un jour, de la même stratégie et d'un homme comme Castro, qui avait préconisé la réforme agraire.

M. Gauthier: Monsieur le président, j'invoque le Règlement. L'honorable député de Lotbinière (M. Choquette) ne parle pas d'agriculture!

M. Choquette: Monsieur le président, je parle d'agriculture lorsque je dis qu'il est vital de restaurer l'agriculture, et je dis qu'il y a déjà eu des hommes...

M. Habel: Castro a étatisé toutes les fermes!

M. Choquette: La population de la province de Québec, et particulièrement notre population paysanne, est stable et ne veut pas ces grandes révolutions. Mais qui nous dit qu'un jour, un dictateur de la trempe de Castro, au moyen d'un programme agricole semblable à celui de Castro, ne préconisera pas une réforme agraire parce que notre agriculture, dans le moment, se trouve dans un état lamentable? Il y a lieu de prévoir cela, monsieur le président. Un dictateur, un démagogue pourrait soulever les préjugés et dire aux cultivateurs qui sont dans le marasme: Nous allons vous apporter une réforme agraire.

C'est cela que nous voulons éviter. Mais si l'agriculture du Québec continue à en perdre, si nos agriculteurs se plaignent constamment que leur revenu est insuffisant, à ce moment-là, il y a lieu de prévoir que des démagogues comme ceux en face de qui nous sommes appelés à siéger soulèveront les préjugés de la population et tenteront de déchirer le pays que nous voulons unir!

L'hon. M. Ricard: On en parlera à M. Lesage!

M. Gauthier: Monsieur le président, je suis très heureux de me lever à la suite du député de Lotbinière (M. Choquette). Il